



La crise, pourquoi on en sort pas...

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE N'A TOUJOURS PAS RETROUVÉ LE NIVEAU DE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) QU'ELLE AVAIT DÉBUT 2008.

Certes, cela en dit long sur l'ampleur du choc, mais ce n'est pas la seule ni la principale explication. Selon l'OFCE (*), *«le retard actuel de l'activité tient aussi, et surtout, à l'étouffement de la reprise, qui s'était amorcée dans le courant de 2009, par les politiques de rigueur mises en place en France et en Europe dès 2011»*. Chiffres à l'appui, les économistes de l'institut ont analysé la trajectoire des cinq dernières années: La hausse du PIB devrait atteindre 1,3% l'an prochain, soit plus que les prévisions du gouvernement (0,9%) et nettement plus qu'en 2013 (0,2%). Cette hausse de la croissance est rendue possible par le délai d'un an –fin 2015– accordé à la France et à cinq autres pays de la zone euro par la Commission européenne pour ramener leur déficit à 3% du PIB.

Mais ce «ballon d'oxygène» ne suffira pas à compenser les effets des politiques de rigueur menées depuis 2011. . La hausse du PIB de 1,3% est insuffisant pour faire baisser le nombre de demandeurs d'emploi et loin du potentiel hexagonal

Ainsi, l'OFCE n'hésite pas à prévoir, pour 2014, une hausse du taux de chômage jusqu'à 10,9% de la population active. Une pierre dans le jardin du gouvernement qui répète en boucle depuis des mois que l'inversion de la courbe du chômage est imminente. Pour arriver à une telle conclusion, Éric Heyer et Xavier Timbeau notent que la croissance économique sera insuffisante, l'an prochain, pour que le nombre de demandeurs d'emploi diminue malgré les mesures censées y parvenir, telles que le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), les Contrats de génération ou les Emplois d'avenir.

L'irruption de la crise a entraîné un creusement des déficits à cause des plans de relance, du sauvetage des banques et de l'augmentation des dépenses de protection sociale. Puis, sous la pression de la Commission européenne, un tournant a été opéré en 2010: *«le souci de préserver la notation» (NDLR: par les agences du même nom) «des dettes souveraines est devenu le fil conducteur de la politique économique»*.

Pour 2014 la pression fiscale augmentera de 12 milliards d'euros pour les particuliers, surtout avec la hausse de la TVA au 1er janvier, et baissera de 9 milliards pour les entreprises, notamment grâce au CICE. Autant de ponctions opérées sur le pouvoir d'achat qui impacteront la consommation alors que celle-ci est un élément clé de la croissance.

Pire encore, les mesures d'austérité se traduiront par une réduction des dépenses budgétaires de 15 milliards. Or, note l'OFCE, cette politique produit encore plus d'effets négatifs sur la croissance que l'augmentation des prélèvements à laquelle nous avons eu droit depuis 2011.

LA REPRISE TUÉE DANS L'OEUF EN 2011...

Cette politique de rigueur a tué dans l'œuf toute reprise de la croissance économique alors que celle-ci était possible dès 2011. L'augmentation de la fiscalité comprime le pouvoir d'achat et la réduction des dépenses publiques se traduit par une baisse du niveau de vie des citoyens. Résultat: ceux-ci n'ont plus les moyens de consommer et les entreprises se retrouvent avec des stocks d'invendus sur les bras. Alors que le problème de l'économie française est un problème de demande –qui n'est pas assez forte faute de moyens–, le gouvernement actuel s'obstine à mener ce qu'on appelle une politique de l'offre en étant persuadé qu'il faut abaisser le coût du travail.

Cette politique à contresens coûte à l'Hexagone plusieurs points de croissance par an et plombe l'emploi, ce qui rejoint l'analyse de **FO** pour qui l'austérité est *«suicidaire économiquement, socialement et démocratiquement»*.

(*) L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) est un institut de recherche qui se distingue traditionnellement par le sérieux de ses travaux et l'indépendance de ses économistes.